

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°240
22 janvier 2015

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

CDFN de la FSU des 20 et 21 janvier 2015

Hollande et Valls exploitent frauduleusement l'indignation après les ignobles assassinats des 7 et 9 janvier (Charlie Hebdo et commerce casher).

**les représentants du courant Front Unique sont intervenus au Conseil national de la FSU :
Contre l'union nationale destinée à faire passer les pires régressions,
Pour l'arrêt immédiat des interventions militaires françaises au Sahel et en Irak.**

Intervention d'Yves Ankaoua

D'horribles massacres ont été perpétrés du 7 au 9 janvier au siège de Charlie Hebdo et dans un commerce casher suscitant une condamnation générale et provoquant des rassemblements spontanés en solidarité avec les victimes, pour la défense des libertés démocratiques et en particulier de la liberté d'expression.

Très vite, Hollande et son gouvernement ont décidé d'exploiter cette indignation légitime en la transformant en une union nationale qui a rassemblé du Front de Gauche à l'UMP, associant les syndicats et le Medef. C'est ainsi qu'ont été organisées les manifestations du 11 janvier.

A Paris, à l'union nationale, Hollande a ajouté la coalition des impérialismes. Presque tous les chefs d'Etat ou de gouvernements impérialistes étaient placés à la tête du cortège en compagnie des tyrans ou de leurs représentants. La palme revenant à Israël représenté par Netanyahu et d'autres criminels de guerre qui il y a 6 mois ont dévasté Gaza tuant plus de 2 000 Palestiniens. Valls a regretté l'absence du Président des Etats-Unis et a déclaré que « si Obama avait été là, il aurait été le leader du monde libre ». Pour Valls, le « monde libre » c'est Guantánamo, la torture, les écoutes généralisées et les assassinats décidés à la Maison Blanche et exécutés à distance par des drones.

Les massacres commis à Paris ont été perpétrés par des mercenaires passés de la délinquance au fanatisme sanguinaire. La crise accentuée du capitalisme, la croissance ininterrompue du chômage, la relégation des plus pauvres dans des ghettos, dans des écoles qui leur sont réservées, les contrôles au faciès, le soutien de l'impérialisme français aux massacres d'Israël, tout cela est de nature à fournir un terreau fertile aux frustrations qui peuvent être instrumentalisées chez certains jeunes sans espoir. Mais les commanditaires des attentats ne sont pas issus du néant. Al-Qaïda a été créée par l'Impérialisme américain contre le régime pro-Moscou en Afghanistan. L'Etat Islamique a été financé par l'Arabie Saoudite et les Etats du Golfe pour contenir l'expansion de l'Iran dans la région. Et comme souvent, ces organisations qui parent leurs exactions abjectes sous un vernis religieux, ont échappé à ceux qui les avaient créées ou soutenues.

Ce sont les Impérialismes qui sont les véritables responsables du chaos qui règne dans des régions de plus en plus vastes du Moyen Orient et du Sahel. Les différentes interventions présentées comme des croisades du bien contre le mal, n'avaient comme seule motivation la défense des intérêts des impérialismes, géopolitiques, militaires, miniers... Et il ne fait pas de doute que ces attentats sont une réplique aux interventions impérialistes.

Pour ne parler que de l'Impérialisme français, l'intervention en Libye a marqué l'arrêt de mort de cet Etat, a plongé sa population dans une situation encore pire que celle qu'elle connaissait auparavant et a permis à tous les groupes voulant se constituer des fiefs par la terreur et les rapines de récupérer un armement

pléthorique qui a depuis été largement disséminé dans les Etats du Maghreb et du Sahel. En Centrafrique, c'est avec la complicité des soldats français qu'une véritable épuration ethnique a été réalisée contre les habitants musulmans dont plus de 500 000 ont dû fuir pour sauver leur vie.

Et depuis six mois, le gouvernement Hollande-Valls-Macron-Pinel a décidé d'engager la France dans une nouvelle guerre en Irak. Depuis le début de son mandat, c'est la 3^{ème} fois que Hollande lance une guerre impérialiste et qu'il obtient une union nationale pour ce faire.

Mardi 13 janvier, le gouvernement a obtenu des parlementaires le soutien à la prorogation de l'intervention en Irak et il est à noter qu'aucun représentant des partis ouvriers n'a voté contre, les 18 députés du Front de gauche s'abstenant ce qui vaut consentement. Ce mardi-là, Valls dans son discours a rapproché le 11 janvier 2015 et un autre 11 janvier, celui de 2013 qui marquait le début de l'intervention de l'Impérialisme français au Mali.

Ce que présente Valls comme la fidélité à l'esprit du 11 janvier, c'est la poursuite de la soumission des organisations du mouvement ouvrier aux impérialismes, à l'union nationale avec le Medef et l'UMP.

Le gouvernement table sur cette unité nationale pour s'en prendre encore davantage aux libertés démocratiques. Déjà cet été, il avait interdit des manifestations contre les massacres d'Israël à Gaza, il avait fait voter une nouvelle loi anti-terroriste (la 15^{ème} depuis 1986, la 2^{ème} depuis l'élection de Hollande). Ce qui est visé aujourd'hui, c'est un « Patriot Act » à la française, sur le modèle de l'Espagne dont le gouvernement de Rajoy vient de faire adopter une loi de remise en cause radicale du droit de manifester, avec peines de prison pour les récalcitrants.

Le gouvernement veut utiliser cette union sacrée pour renforcer l'appareil policier et militaire et pour mieux faire passer l'ensemble de ses attaques anti-ouvrières, et en particulier la loi Macron.

Le gouvernement table aussi sur cette union nationale pour lancer de nouvelles interventions militaires en Afrique comme il vient d'obtenir la prorogation des bombardements en Irak.

Le mouvement ouvrier ne peut que combattre cette union nationale et exiger l'arrêt des interventions militaires de l'Impérialisme français.

La responsabilité des dirigeants des organisations du mouvement ouvrier est de rompre l'union nationale avec le gouvernement, avec la bourgeoisie, avec l'UMP et le Medef, à laquelle ils se sont associés le 11 janvier.

Leur responsabilité est d'exiger l'arrêt immédiat et inconditionnel de toutes les interventions impérialistes et le retrait des troupes françaises du Sahel, de la RCA et d'Irak.

Intervention de Thierry Faugier

Hollande s'est adressé hier aux représentants du Patronat et des syndicats. Il leur a dit : « *Vous veillerez dans les décisions que vous prendrez à être à la hauteur de ce qui s'est produit dans notre pays.* ». Il leur a aussi demandé de passer à la vitesse supérieure pour la mise en place du pacte de responsabilité. Ce qu'il demande c'est que les représentants syndicaux, au nom de l'unité nationale, renoncent à la défense des intérêts des travailleurs et se soumettent plus encore aux exigences des capitalistes et du gouvernement.

Pourtant, cette soumission révolue un nombre croissant de travailleurs et cela a bien sûr des effets au sein même des organisations syndicales.

Chacun comprend qu'au sein de la CGT, par-delà les frasques financières de Le Paon et de son cercle rapproché, de nombreux syndiqués et des instances de cette confédération ont fait le lien entre ces dérives et la soumission de la direction nationale vis-à-vis du gouvernement lors de la grève de juin dernier à la Sncf et vis-à-vis du Medef lors de la « négociation » dite « sur l'amélioration du dialogue social ».

Lors des élections professionnelles dans la fonction publique, comme c'était prévisible, l'orientation de soutien acharné à la politique gouvernementale de la direction de notre fédération, de celle de ses principaux syndicats, le Snes et le Snuipp, a conduit à une large défaite (perte de 5% pour la FSU ; pour le Snes ; plus de 6% de recul chez les certifiés et les agrégés ; pour le Snuipp, presque 4% de perte). Une part importante de notre électorat s'abstenant.

Il est flagrant pour le Snuipp et le Snes que c'est le refus de combattre pour l'abrogation du décret rythmes scolaires et contre la liquidation des décrets de 1950 qui a été sanctionné par nos collègues.

Une enquête récente réalisée par le Snuipp auprès de 15 000 enseignants du 1^{er} degré indique que près de 70% font état de conditions de travail dégradées et 80% évoquent des conséquences négatives sur leur vie personnelle.

Après la liquidation des décrets de 1950, on voit comment avec le projet de décret indemnitaire qui en découle, ce sont les chefs d'établissement qui seront les maîtres absolus dans la distribution des indemnités.

L'affaiblissement des syndicats majoritaires aux élections professionnelles est un coup porté aux personnels car il fournit un encouragement au gouvernement pour aller encore plus loin dans la liquidation des acquis qui subsistent.

Et alors qu'un changement radical d'orientation s'impose, notre direction fédérale persiste à accepter les négociations PPCR (Parcours professionnel, carrières et rémunérations). Accepter cette discussion, c'est d'abord entériner la diminution programmée chaque année du traitement net des fonctionnaires, conséquence du blocage du point d'indice et de l'augmentation du prélèvement pension civile. Mais le but des négociations PPCR en est bien plus terrible : il vise à réduire le nombre des corps par leur fusion, à accroître le mérite dans le déroulement des carrières, à généraliser la mobilité y compris d'une fonction publique à l'autre pour favoriser les restructurations, les suppressions de postes et le transfert de pans entiers de la fonction publique d'Etat vers les collectivités territoriales (personnels d'orientation, personnels de l'enseignement professionnel...). Aussi la défense élémentaire des fonctionnaires et de leurs acquis impose la rupture de ces discussions.

Notre secrétaire générale, dans une interview à l'agence AEF, réaffirme clairement cette ligne de soumission aux attaques gouvernementales, avant même le débat d'aujourd'hui sur les résultats des élections professionnelles.

AEF lui pose cette question : « *Votre résultat aux élections professionnelles vous pousse-t-il à hausser le ton ?* »

Réponse de Bernadette Groison : « *Nous n'avons pas à hausser le ton. La FSU s'est engagée depuis deux ans sur la question des rythmes, du décret de 1950, du socle commun et des programmes. Nous n'avons rien à prouver à personne et la refondation ne serait pas ce qu'elle est sans cet engagement. L'orientation de la FSU ne changera pas et nous continuerons à être force de propositions.* »

Persister dans cette orientation prépare de nouveaux désastres mettant l'existence même de notre fédération et de ses syndicats en péril et elle ouvre toutes grandes les portes à de nouvelles attaques contre nos professions.

Voilà pourquoi le courant Front Unique considère qu'il est urgent que notre fédération change radicalement d'orientation et qu'elle mette en avant ces mots d'ordre :

- **Refus de l'union nationale**
- **Rupture du dialogue social avec le gouvernement !**
- **Défense des statuts : abrogation des décrets "rythmes scolaires" et du nouveau décret statutaire dans le secondaire ! Retour aux décrets de 50 !**
- **Retrait du projet de décret sur les indemnités pour les enseignants !**
- **Défense de l'enseignement disciplinaire, des programmes et des diplômes nationaux et en particulier du bac premier diplôme universitaire**
- **Défense du statut de la Fonction Publique, rupture de la concertation visant à le liquider**
- **Création des postes nécessaires statutaires. Non à tout recrutement dérogatoire au statut**

Notre fédération doit aussi affirmer que les enseignants n'ont pas à être enrôlés auprès de leurs élèves par le gouvernement pour défendre de supposées valeurs communes, lesquelles ? Les interventions impérialistes réitérées, le soutien inconditionnel aux massacres perpétrés par l'Etat d'Israël, le financement public des écoles privées qui empêche le vivre ensemble des élèves dès leur plus jeune âge ?

La FSU doit s'opposer radicalement à ce qu'au nom de la laïcité, des forces, y compris cléricales, promeuvent l'introduction des religions dans les écoles publiques.

La FSU doit s'opposer enfin à la demande faite à certains personnels d'agir en indics de police.

Si vous partagez notre orientation :

- *contactez-nous : FRONT UNIQUE ; 46, rue de Trémonteix ; 63100 Clermont-Ferrand ; mel@frontunique.com*
- *diffusez nos lettres de liaison,*
- *aidez à la constitution de la liste Front Unique pour le vote d'orientation de la FSU en vous portant candidat (téléchargez le formulaire de candidature sur notre site, complétez-le soigneusement, en indiquant FRONT UNIQUE pour le nom de la liste, et envoyez-le à notre adresse postale)*